

L'investissement des Entreprises Chinoises en Afrique: le cas de Madagascar

LI Jun-Kai^[a]; PU Zhi-Hong^{[b],*}

^[a]Doctorant, Faculté des Langues étrangères, Université Sun Yat-Sen, Chine.

^[b]Directeur de thèse, Faculté des Langues étrangères, Université Sun Yat-Sen, Chine.

*Corresponding author.

Supported by Zhongshan Daxue 2016 Nian Benke Jiaoxue Gaige Yu Jiaoxue Zhiliang Gongcheng Xiangmu (Jiaowu[2016]).

Received 4 May 2016; accepted 15 July 2016
Published online 26 October 2016

Résumé

Depuis de longues années, la Chine et l'Afrique francophone n'ont cessé de mettre pleinement en valeur les diverses complémentarités de leurs ressources et de leur structure économique au cours de leur développement respectif. Conformément aux principes d'égalité, d'efficacité, de bénéfices réciproques et de développement commun, les deux parties n'ont cessé de renforcer leur coopération économique et commerciale afin de réaliser des profits mutuels. Le présent travail porte sur l'investissement des entreprises chinoises en Afrique, à Madagascar en particulier, qui répondra bien aux intérêts

des sociétés souhaitant y mettre pied, et également permettra aux pays africains de mieux connaître les investisseurs chinois.

Mots-clés: Investissement; Entreprises chinoises; Afrique; Madagascar

Li, J.-K., & Pu, Z.-H. (2016). L'investissement des Entreprises Chinoises en Afrique: le cas de Madagascar. *Canadian Social Science*, 12(10), 90-96. Available from: <http://www.cscanada.net/index.php/css/article/view/8309>
DOI: <http://dx.doi.org/10.3968/8309>

INTRODUCTION

Grâce à la Route de la soie, les Chinois antiques ont commencé depuis le X^e siècle d'exporter à l'étranger, jusqu'en Egypte et en Afrique de l'Est. Il s'agissait de la vente de la soie, du thé et des porcelaines. Le plan suivant résume les itinéraires principaux dont bénéficiaient les Chinois jusqu'au XV^e siècle.



Figure 1
Route de la Soie X^e - XV^e Siècle

Entre-temps, les échanges sino-africains furent intensifiés par la réussite des sept expéditions maritimes menées par l'amiral ZHENG He, qui remonta la mer Rouge jusqu'en Égypte et descendit les côtes africaines jusqu'au Mozambique. Ce n'est à la suite d'une de ces expéditions en 1414, que le sultan de Malindi (dans

l'actuel Kenya) inaugura des relations diplomatiques avec la Chine (l'Empire des Ming). Ses voyages avaient pour but de faire rayonner la puissance de l'Empire des Ming, ainsi que de renforcer les liens tant politique que commercial avec les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Est.



Figure 2
Les Expéditions de ZHENG He

Au fur et à mesure de ces échanges commerciaux, une partie des Chinois commença de s'installer en Afrique. C'est au Maurice, à Madagascar et en Afrique du Sud que les Chinois débutèrent leur implantation. Les gens du Guangdong furent les pionniers, surtout ceux venant de la ville Shun-Tak et la ville Mei-Hsien. Privilégiés de cette initiation, ils ont fait fortune rapidement par vendre aux peuples africains des produits agroalimentaires et des articles d'usage quotidien; ces derniers avaient été en pénurie dans les pays africains depuis longtemps.

1. LES ENTREPRISES CHINOISES IMPLANTEES EN AFRIQUE

Après avoir repéré les étapes chronologiques de l'investissement chinois vers l'Afrique, nous pouvons remarquer quelques types essentiels d'implantations des Chinois sur le continent noir:

Tout d'abord, il s'agit des petits commerçants individuels, qui se sont installés en Afrique depuis plus de trente ans. Ils ont profité de la pénurie agroalimentaire et de l'insuffisance de la capacité de fabriquer des articles d'usage quotidien en Afrique. On pourrait facilement les identifier dans les petits magasins chinois et dans les restaurants chinois. Ces commerçants ont la plupart d'entre eux une très bonne connaissance du pays où ils se sont installés et ils parlent plus ou moins la langue autochtone en maîtrisant le français ou l'anglais tant à l'oral qu'à l'écrit. Leur exploitation est par ailleurs souvent assurée

par les autres membres de famille qui y sont également installés. Ils maintiennent une relation harmonieuse avec les autochtones du pays.

Ensuite, c'est les groupes de commerce qui visent à pénétrer dans le marché africain. Ce dernier a été dominé longtemps par les grosses sociétés françaises, anglaises ou canadiennes. Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie ainsi que l'Arabie Saoudite ont été les successeurs. C'est les Chinois, les indiens et les brésiliens qui surgissent depuis une dizaine d'années sur le marché africain. Entre 1960 et 1970, MAO Tsé-tung a mis en place les premières coopérations entre la République Populaire de Chine et le continent Africain. Ces relations sont devenues de plus en plus importantes depuis une quinzaine d'années. Au début, l'objectif de l'investissement en Afrique s'expliquait par l'aide financière et matérielle aux pays africains. Il s'agissait essentiellement de la construction des infrastructures et de la contribution à l'amélioration des conditions médicales. Ce genre d'entreprises ont été principalement les entreprises d'état, dont le but n'était pas gagner de l'argent, mais gagner de la réputation politique. Dans les années 90, les aides chinoises ont commencé à se convertir en coopération mutuelle, qui consistait à établir des entreprises à capitaux mixtes. On aide les sociétés locales de réaliser les constructions. De nombreux travaux de constructions avaient été sous-traités à des entreprises chinoises pendant les dix dernières années et le nombre des travailleurs installés en Afrique est devenu de plus en plus important.

Table 1
Evolution de Nombre de Travailleurs Chinois en Afrique

Année	1998	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de travailleurs	39,000	70,000	70,000	82,000	95,000	114,000

Source: Annuaire du Commerce chinois 2008, p.225.

Plus précisément, la Chine a aidé les pays africains à construire plus de 2,000 km de routes, plus de 3,000 km de chemins de fer, une centaine d'écoles, une soixantaine d'hôpitaux, et a annulé pour plus de 3 milliards de dollars de dettes en Afrique.

Le troisième type d'implantation important qui mérite notre attention, ce sont les entreprises de la technologie de télécommunication. L'Afrique est un continent émergent, il connaît une croissance forte et il existe une demande remarquable de technologie surtout dans le domaine de télécommunication. Le Société chinoise *Huawei* et la Société *ZTE* sont les deux pionniers et les fournisseurs les plus importants en Afrique au niveau des réseaux de communication. Les deux sociétés ont devenu symbole de la présence chinoise en Afrique grâce à leur qualité de travaux, le respect des règlements locaux et notamment la contribution à la modernisation informatique des pays en Afrique.

Nous pouvons remarquer également les entreprises qui se délocalisent en Afrique pour chercher de la main d'œuvre qui coûte moins cher par rapport aux autres régions du monde. Les fabricants des vêtements, des électroménagers ainsi que d'autres matériaux de construction. Il s'agit de la production délocalisée pour vendre les produits finis en Europe ou en Amérique du Nord, parce que les pays occidentaux accordent des quotas d'importation favorables aux produits venus des pays africains. Ils établissent des usines et recrutent des employés africains, ce qui a contribué entre autres à diminuer le taux de chômage local. Les hôpitaux, les écoles ainsi que les autres infrastructures des pays africains ont aussi bénéficié parallèlement de l'implantation de ces sociétés chinoises.

L'implantation la plus controversée se présente par les exploitants des mines, du bois etc. Ce sont des entreprises qui cherchent à exporter des ressources naturelles de l'Afrique vers la Chine. Impulsée par la forte croissance économique, la Chine tend à s'approvisionner de l'énergie et des matières premières pour satisfaire aux besoins intérieurs. L'exploitation des ressources, abondantes dans les pays africains, s'avère donc une partie importante de la coopération sino-africaine en matière d'investissements. Ces dernières années, conformément aux principes de bénéfices réciproques et de développement commun, des entreprises chinoises se sont activement engagées dans l'exploitation des ressources en Afrique afin d'aider les pays africains à développer leur industrie de transformation des ressources, à accroître la valeur ajoutée de ces dernières, et à transformer leur supériorité en ressources en force motrice pour le développement social et économique. La forte demande en Chine pour les métaux engendre les inquiétudes des pays industrialisés d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon concernant les risques pour l'offre future, ce qui constitue des occasions pour les pays africains et autres pays bien dotés en ressources minérales mais, pour qu'ils puissent en tirer le meilleur profit, ces derniers doivent disposer des capacités nécessaires en matière d'infrastructure, de compétences et de moyens financiers pour gérer leurs ressources et les revenus qu'elles génèrent.

2. L'INVESTISSEMENT DIRECT CHINOIS VERS L'AFRIQUE

Grâce aux implantations des Chinois en Afrique analysées ci-dessus, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique

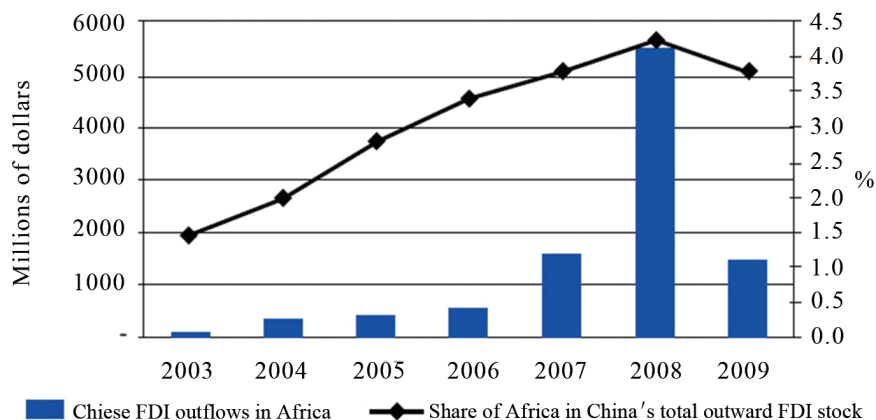


Figure 3
IED Chinois Vers l'Afrique, 2003-2009

Source: CNUCED sur la base des données du Ministère chinois du Commerce.

a augmenté de plus de 30% pendant huit ans, dépassant les 100 milliards de dollars en 2008. Après un léger recul en 2009 en raison de la crise financière mondiale, les échanges bilatéraux ont atteint 127 milliards de dollars en 2010, faisant de la Chine l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. Les flux sortants d'investissement direct à l'étranger (IDE) en provenance de la Chine et dirigés vers l'Afrique ont augmenté rapidement sur la période 2003-2008, mais ont enregistré une baisse significative en 2009 à cause de la crise mondiale.

A partir de l'an 2000, grâce à la stimulation du Forum de coopération sino-africain, les investissements chinois en Afrique ont connu une croissance rapide et ont vu se former une situation diversifiée. Dans le même temps, les investissements africains en Chine ont commencé à se dynamiser; et les investissements chinois en Afrique de ces dernières années présentent les caractéristiques suivantes:

a) Une croissance rapide: de 490 millions de dollars américains fin 2003, les investissements chinois directs en Afrique sont passés à 9.33 milliards fin 2009;

b) Une large couverture: les investissements chinois concernent 49 pays africains, dont l'Afrique du Sud, le Nigeria, la Zambie, le Soudan, l'Algérie et l'Egypte;

c) Une multitude de secteurs: les investissements chinois se répartissent dans plusieurs secteurs, et notamment l'exploitation minière, les finances, la fabrication, le bâtiment, le tourisme, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche;

d) Une diversité de formes: aux sociétés à capitaux exclusivement chinois ou à capitaux mixtes, se sont ajoutées la participation, les fusions et acquisitions ainsi que la coopération avec des pays tiers;

e) Une pluralité d'acteurs chinois: les grandes et moyennes entreprises d'Etat, les entreprises privées et les individus rivalisent de points forts et se complètent en ce qui concerne l'investissement en Afrique.

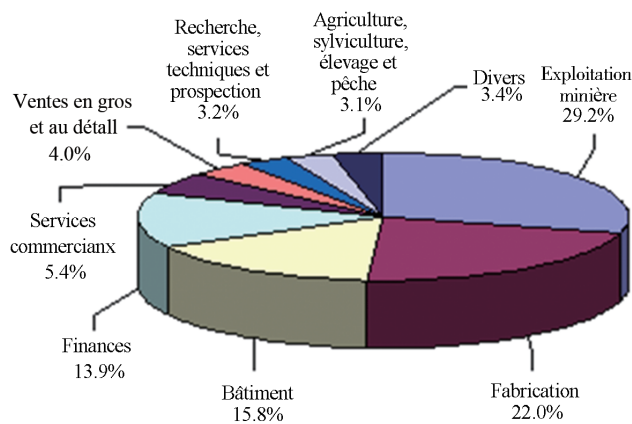


Figure 4
Secteurs d'investissements Chinois Directs en Afrique (fin 2009)

Source: Office d'information du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine.

Au cours de leur exploitation, les entreprises chinoises implantées en Afrique se sont principalement attachées à nouer de bons rapports avec la population locale, ont persisté dans une exploitation légale et loyale, se sont engagées dans l'économie des ressources et la protection de l'environnement, ont employé au maximum la main-d'œuvre locale, ont renforcé la capacité de développement autonome du pays hôte, et ont contribué au développement économique local tout en se développant rapidement. Mais évidemment, il existe des problèmes, qui seront traités dans d'autres recherches.

3. L'IMPLANTATION DES SOCIÉTÉS CHINOISES A MADAGASCAR

Madagascar est considéré par les géologues comme faisant partie des trois pays recelant la plus grande variété de ressources minérales au monde, aux côtés du Brésil et de l'Inde. Comme dans d'autres pays, la bonne affectation de la rente minière au développement du pays constitue un enjeu majeur. Les principales ressources minières exploitables de cette grande île comprennent: ilménite (ou sable noir), nickel cobalt, pétrole, petites mines, pierres précieuses/semi-précieuses et or. Depuis 1997, Madagascar reçoit la majorité des capitaux étrangers investissent (IDE) dans la prospection pétrolière.

Table 2
Structure Par Branche d'activité du Stock d'IDE à Madagascar en 2000 et 2006

Branche d'activité	2000	2006
Intermédiation financière	27.43	15.70
Activités de fabrication	22.85	11.83
Commerce	17.92	10.89
Transports et communications	16.94	8.50
Pêche	8.98	5.04
Industries extractives	3.64	38.24
Agriculture, chasse et sylviculture	1.70	0.77
Hôtels et restaurants	0.27	0.07
Immobilier,activités de service aux entreprises	0.21	2.95
Construction et BTP	0.01	4.23
Autres activités de services	0.04	1.78
	100.00	100.00

Source: Etude «Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar», BCM-INSTAT, 2007.

En termes de structure de l'IDE à Madagascar, en 2006, l'activité extractive est devenue la principale branche bénéficiant les IDE en provenance de l'étranger. Cette branche représente 38.24% des stocks des IDE en 2006. Pourtant, en 2000, elle ne représentait que 3.64% et se trouvait à la 6^e position. Ce grand changement est le corollaire de la politique économique de Madagascar. En effet, ce n'est que dernièrement que des grands programmes d'exploitation des ressources minières de Madagascar sont mis en route avec l'exploitation de l'ilménite, du cobalt et des recherches en ressources pétrolières.

De ce fait, les sociétés minières ont identifié la Grande Ile comme nouveau pôle d'attraction majeur grâce aux richesses multiples du sous-sol. Au-delà de la suspension des signatures de nouveaux contrats pendant la transition politique, ces exploitations doivent se faire dans le respect des populations et de la biodiversité, déjà si fragile à Madagascar.

Table 3
Structure Par Pays D'Origine du Stock d'IDE à Madagascar en 2000 et 2006

Pays	Année 2005		Année 2006	
	Valeur	%	Valeur	%
Canada	21.0	8.4	189.6	37.9
France	84.4	33.7	118.5	23.7
Maurice	40.0	16.0	52.2	10.4
Luxembourg	37.9	15.1	41.4	8.3
Réunion	6.4	2.6	18.6	3.7
Etats-Unis	9.4	3.8	12.1	2.4
Chine	14.7	5.9	14.7	2.9
Afrique du sud	2.7	1.1	4.2	0.8
Autres pays	33.9	13.5	49.5	9.9
Total	250.5		500.8	

Source: Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT, 2007.

Si la France était le principal partenaire de Madagascar depuis des années, en termes d'IDE, le Canada est devenu en 2006 le principal pays investisseur à Madagascar. Ce qui mérite notre attention, c'est que la Chine arrive à la 7^e place, en 2006, avec une part de 2.9% du stock d'IDE en 2006, ce qui représente en terme réel 14 millions de \$US.

Table 4
Evolution des Capitaux Sociaux Détenus par les Investisseurs Etrangers à Madagascar

Pays	2000		2006	
	Valeur	%	Valeur	%
France	41.83	59.7	53.64	34.9
Canada	0	0	36.52	23.7
Chine	0.54	0.8	16.60	10.8
Maurice	5.59	8	13.25	8.6
Luxembourg	12.41	17.7	9.54	6.2
La Réunion	1.3	1.9	7.76	5.0
Etats-Unis	1.73	2.5	6.99	4.5
Autres	6.69	9.4	9.32	6.1
TOTAL	70.09	100	153.83	100

Source: Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT, 2007.

L'origine des IDE est avant tout la prise de participation dans une entreprise d'investissement étranger à plus de 10% du capital social. Ainsi, il est intéressant de voir l'ancrage des investissements chinois à travers l'analyse du capital social. Il est à remarquer que le niveau du capital social détenu par les étrangers au niveau des entreprises exerçant à Madagascar est de l'ordre de 153.8 millions de \$US en 2006. Le poids des investisseurs

chinois est de l'ordre de 11% avec une valeur du capital social de l'ordre de 16.6 millions de \$US. La majorité des capitaux chinois passe par intermédiaire de Hong-Kong.

Si on parle de la Chine, son poids est passé de 0.8% à 10.9% durant cette période. Ce chiffre indique une intensification des placements des chinois dans l'économie malgache, notamment dans l'exploitation des ressources minières. L'implantation des investisseurs chinois à Madagascar revêt plusieurs types. Il y a les entreprises affiliées, dont 10% à moins de 50% du capital est détenu par un non résident, les filiales, dont 50% à moins de 100% du capital l'est, et les succursales, dont la totalité du capital est détenu par un non résident.

En termes d'effectif, les filiales sont les plus prisés par les investisseurs chinois. En effet, 56% des entreprises à capitaux chinois en 2006 sont des filiales. Viennent ensuite les entreprises affiliées avec 25% des entreprises à capitaux chinois et les succursales qui ne représentent que 19%. Ces chiffres indiquent une intention des chinois à collaborer avec la partie malgache, ce qui est bénéfique pour le pays. Il y a ainsi une notion de partage des connaissances et de savoir faire de la part des investisseurs chinois.

Table 5
Répartition des Entreprises à Capitaux Chinois Selon Le Type d'entreprise

Type d'entreprise		%
Entreprise affiliée	8	25
Filiale	18	56,25
Succursale	6	18,75
Total	32	100

Source: Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT, 2007.

Pour compléter cette analyse sur les capitaux, un aperçu de l'évolution de la création d'entreprise, entre 2000 et 2006, est abordé dans ce document. En termes d'effectif, la majorité de ces entreprises s'oriente plutôt vers la branche du commerce, en particulier le commerce de gros. Durant la période de 2000 à 2006, 67% des entreprises créées y sont concentrées. Viennent après les industries textiles et les entreprises de services aux entreprises. Le tableau suivant¹ récapitule les sociétés implantées à Madagascar les plus importantes, dont 5 chinoises et le numéro 5 fera l'objet de notre étude de cas.

En matière d'investissement direct étranger, le poids des investisseurs chinois n'est pas négligeable et situe autour de 10%. La majorité des capitaux chinois proviennent de Hongkong. Les sociétés chinoises sont d'ailleurs parmi les pourvoyeurs d'emplois à Madagascar.

Les projets de construction en cours à Madagascar qui

¹ Source: Site officiel de l'ITITE, Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives.

impliquent l'aide chinoise, sont par ailleurs très visibles, pour ne citer que la construction d'une salle de conférence internationale destinée notamment à accueillir le Sommet de l'Union Africaine tenu à Antananarivo en 2009, ainsi

que la construction, grâce à un prêt concessionnel de 51 millions de dollars, d'un hôtel cinq étoiles, destiné à accueillir les différentes délégations, à proximité même de la salle de conférence.

Table 6
Les Sociétés Implantées à Madagascar les Plus Importantes

N°	Nom de sociétés	Activités	Classification
1	Ambatovy MINERALS S.A.	Exploitation de Nickel et de Cobalt	Grande mine
2	Rio Tinto-QMM	Extraction de sables minéralisés (Ilménites)	Grande mine
3	Kraoma	Exploitation de chrome	Grande mine
4	ETABLISSEMENTS GALLOIS S.A.	Exploitation du graphite	Petite mine
5	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION (Mainland)	Exploitation d'ilménite et de zircon	Petite mine
6	SOCIETE POUR LE MARBRE ET GRANIT DE MADAGASCAR	Exploitation de marbre et de granite	Petite mine
7	RED GRANITI MADAGASCAR	Exploitation de labradorite	Petite mine
8	PAM	Projet d'exploration d'uranium, charbon	Permis de Recherche
9	MCM	Recherche de charbon de terre	Permis de Recherche
10	JINDAL	Projet de recherche de calcaire	Permis de Recherche
11	VARUN INTERNATIONAL	Projet de recherche d'uranium	Permis de Recherche
12	MADAGASCAR ENERGY CORPORATION	Recherche d'or	Permis de Recherche
13	TOLIARA SANDS	Recherche ilménite	Permis de Recherche
14	ENERGIZER	Vanadium	Permis de recherche
15	THE STEBBINS ENGINEERING AND MANUFACTURING COMPANY-SUCCESSALE MADAGASCAR		
16	WISCO	Fer	Permis de recherche
17	Candax	Pétrolier en amont	Permis de recherche
18	Sunpec	Pétrolier en amont	Permis de recherche
19	Wilton Petroleum et Ophir Madagascar Ltd	Pétrolier en amont	Permis de recherche
20	Varun Petroleum	Pétrolier en amont	Permis de recherche
21	Madagascar Oil	Pétrolier en amont	Permis de recherche
22	ESSAR Energy	Pétrolier en amont	Permis de recherche
23	Amicoh Resources	Pétrolier en amont	Permis de recherche
24	Tullow Oil	Pétrolier en amont	Permis de recherche
25	Petromad	Pétrolier en amont	Permis de recherche
26	Sterling Energy	Pétrolier en amont	Permis de recherche
27	Exxon Mobil	Pétrolier en amont	Permis de recherche
28	Niko/Enermad, NIKO	Pétrolier en amont	Permis de recherche
29	Roc Oil	Pétrolier en amont	Permis de recherche
30	OMNIS	Pétrolier en amont Mines de l'Etat	Permis de recherche

CONCLUSION

Vue de Chine, l'Afrique est non seulement un continent riche en matières premières mais aussi un enjeu économique. La population africaine doublera d'ici 2050 et l'urbanisation sera un moteur de la croissance. Alors que «*l'Europe a raté le virage du continent africain*» (Severino, 2010), ce n'est pas le cas de la Chine qui et sans doute mieux placée pour répondre à la

demande africaine. Sa percée dans la construction et le marché des biens d'équipement exerce une pression à la baisse sur le coût de l'investissement en Afrique. L'offre chinoise constitue également une concurrence pour les autres pays, aussi peut on craindre que l'offre africaine ne bénéficie pas de l'essor de la demande. Mais la concurrence chinoise ne doit pas faire oublier que les entrepreneurs chinois participent également à une

renaissance industrielle dans plusieurs pays africains. Prolongeant l'essor très rapide des exportations, la progression de l'investissement industriel chinois en Afrique est susceptible de dynamiser l'offre africaine.

Pour cette raison, l'activité économique chinoise en Afrique tend de plus en plus à se diversifier. Le continent y est tout d'abord vu comme un immense réservoir de matières premières. Les entreprises chinoises s'approprient ces ressources naturelles en échange de devises fraîches ou de prêts. Elles écoulent également sur le continent des produits à bas prix, ce qui permet à de nombreux Africains de se procurer des biens dont ils n'auraient auparavant jamais pu acquitter le coût alors que ceux-ci étaient exclusivement de fabrication occidentale. Ce phénomène n'est donc pas sans contribuer à une élévation certaine du pouvoir d'achat des populations locales. Les investissements des entreprises chinoises revêtent donc un attrait important pour les pays africains.

REFERENCES

- Anabela, L., & Ribeiro, D. (2007). *Taking ownership or just changing owners? African Perspectives on China in Africa*. Nairobi: Pambazuka.
- Chaponniere, J.- R. (2010). La Chine et l'enjeu Africain: Analyse des échanges sino-africains. *Dounia*, (3).
- Delcourt, L. (2011). *La Chine en Afrique: Enjeux et perspectives*. Syllepse.
- Dellios, R. (2008). The rise of China as a global power. *The Culture Mandala*, 6(2).
- Dunning, J. H. (2011). The eclectic (OLI) paradigm of international production: Past, present and future. *International Journal of the Economics of Business*, 8(2).
- Girouard, É. (2008). *La Chine en Afrique, néocolonialisme ou nouvel axe de coopération Sud/Sud? Un survol des enjeux*. Forum Afrique-Canada.
- Han, L. M. (2006). *Analyse du choix de la localisation des entreprises chinoises en Afrique*, Market Modernization.
- Han, X.-S. (2007). Le développement et la responsabilité sociale des entreprises chinoises en Afrique. *IEC*, (7).
- Jasmin, E. (2003). *Nouvelle économie et firmes multinationales les enjeux théoriques et analytiques: le paradigme éclectique*, Cahiers de recherche - CEIM, Montréal.
- Lion, V., & Colombie, E. (2010). La Chine, deuxième économie mondiale: «Rien de surprenant». *l'Express*, 31.
- M'bokolo, E. (2004). *Afrique noire: Histoire et civilisations, tome II, Du XIX^e siècle à nos jours* (2^e éd.). Paris: Hatier.
- Ndubisi, O. (2007). *Who's afraid of China in africa? Towards an African civil society perspective on China-Africa relations*, African perspectives on China in Africa. Nairobi: Pambazuka.
- Polgreen, L., & Howard. (2007). China, filling a void, drills for riches in Chad. *New York Times*, p.13.
- Xie, Y., & Yang, X. M. (2003). *Entreprise et culture*. l'Harmattan.
- Xu, L. (2008). *Recherche sur les secteurs de l'investissement chinois en Afrique*. Foward Position in Economics.
- Zheng, L.-H., & Desjeux D. (2002). *Entreprises et vie quotidienne en Chine: Approche interculturelle*. l'Harmattan.
- Zheng, L. H., & Xie, Y. (2004). *Chine Et Mondialisation*, l'Harmattan.
- Zhong, Y. W. (2011). L'influence de l'investissement des entreprises chinoises en Afrique. *Journal des Entreprises*, (02), 36-42.